

Les Premières Nations : incontournables pour l'avenir du Québec

Notes d'allocution pour Ghislain Picard

A l'occasion de la conférence de presse du dévoilement de la campagne « Premières Nations : incontournables pour l'avenir du Québec »

1^{er} mars 2007

(la version prononcée fait foi)

Mot en Innu.

Je vais maintenant accommoder ceux et celles qui ne sont pas Innus, en vous adressant la parole dans ma langue seconde. Je pense qu'il s'agit d'un accommodement raisonnable...

C'est quelque chose que nous connaissons bien, les accommodements. Depuis l'arrivée du premier colon européen sur nos terres, nous, les Premières Nations, avons consentis à de nombreux accommodements. Pendant plusieurs années, les relations étaient correctes et les Français, comme les Anglais, respectaient nos terres, nos lois et nos façons de vie. Puis, un jour, tout à changer. En raison de principes idéologiques (souvent racistes), pour des motifs religieux ou pour des ambitions de colonisation et de développement, les Premières Nations sont passées d'alliés à « sauvages » qu'il fallait évangéliser, émanciper et, surtout, cloisonner dans des réserves.

Cette époque est révolue, bien sûr, mais elle n'est pas si loin de nous. Depuis trente ans, de nombreux jugements de la Cour suprême ont rappelé l'existence des droits des Premières Nations. Il y a eu la constitutionnalisation des droits ancestraux dans la Constitution de 1982, il y a eu la Commission royale sur les Peuples autochtones, il y a eu le projet d'Accord de Charlottetown qui reconnaissait l'autonomie gouvernementale des Premières Nations, il y a eu l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec d'une résolution reconnaissant l'existence des peuples autochtones formant des nations distinctes, il y a eu les ententes avec les Cris et les Inuits... Pourtant, en 2007, les Premières Nations vivent toujours dans des réserves, sous la tutelle d'une loi coloniale, et dans des conditions socioéconomiques semblables parfois à celles des pays du tiers-monde.

Dans les discours, les gouvernements disent vouloir changer cette situation. Dans les faits, on ne voit pas beaucoup de changement.

Une large proportion de la population québécoise l'ignore, les droits et titres des Premières Nations, sur un vaste territoire du Québec, n'ont jamais été éteints ou cédés. S'appuyant peut-être sur cette méconnaissance, les gouvernements du Québec ont trop souvent agi comme si ces droits n'existaient pas, voire comme si les Premières Nations n'existaient pas. Cela doit changer ; cela va changer.

Je suis donc ici pour lancer un appel aux partis politiques et à leur chef. Ils doivent prendre conscience aujourd'hui que le développement du Québec, particulièrement des régions, ne peut plus se faire sans les Premières Nations. Que les choses soient claires, les Premières Nations sont incontournables pour l'avenir du Québec.

Plusieurs seront surpris que l'on s'immisce dans cette campagne électorale. Traditionnellement, en respect de nos identités, de nos spécificités et de nos droits particuliers, les Premières Nations se sont tenues à l'écart des élections et campagnes électorales des autres gouvernements. Cette attitude est certainement prudente et cohérente avec nos positions politiques. Par contre, la même prudence nous incite à être très attentifs

aux enjeux de ces élections. Des questions essentielles, telles que le respect de nos droits et l'accès aux terres et aux ressources peuvent être compromises par des enjeux électoraux.

There are only three peoples mentioned in Canada's constitution the French, the English and, albeit very late in the game, us, the original peoples of this land. And for those Quebecois who might be offended by that reference, a resolution of the Quebec National Assembly formally recognized us - the First Nations - as well.

From any reasonable angle you wish to approach it, the well-being of First Nations peoples depends on Quebec sharing a reasonable portion of natural resource development, recognizing and respecting jurisdictional control over our own lives and territories as distinct peoples and harmonizing your laws with ours that allow our institutions to govern our lives.

The preponderance of evidence of any modern civil society is on our side. Modern academic studies from Harvard University for example - the perspective of our elders and former leaders - the tenets of international law and United Nations' covenants - the recommendations of the Erasmus-Dussault Royal Commission on Aboriginal Peoples and even the original Royal Proclamation of 1763 - they all provide the treaty, constitutional, legal, moral and practical basis for a revolutionary shift in Quebec's current approach to us - the First Nations.

Then why in the name of all that is decent and honourable in this, the supposed best and most tolerant country in the world, can First Nations not get the fairness and justice that we are owed?

The First Nations are, once again - but perhaps for the last time - summoning Quebec society through its people and through its government - to face its obligations to First Nations. It is essential to Quebec's future that First Nations prosper in every sense. And we are serving notice that we will no longer accept being circumvented so that others can prosper at our expense.

J'entends ces jours-ci les Chefs de tous les partis promettre des décentralisations et des régionalisations. Or, il est trop facile d'être généreux avec des terres et des ressources que les Premières Nations n'ont pas cédées.

C'est pourquoi, sans prendre position pour aucun parti, les Premières Nations se feront entendre pour avertir tous les partis politiques que le statut quo n'est plus acceptable et que le prochain gouvernement du Québec devra revoir en profondeur sa politique autochtone, notamment à l'égard de la gestion du territoire et des ressources. Nous sommes en droit de poser des questions aux chefs de parti et d'exiger des réponses claires et engageantes de leur part.

Il n'est jamais bon, en démocratie, de nier l'évidence. Les Premières Nations du Québec, sont des peuples égaux à tous les autres peuples du Monde. Elles forment des nations distinctes, possédant leurs propres histoire, coutume, culture et règles de gouvernance. Or, les accommodements consentis, depuis 400 ans, par les Premières Nations aux nouveaux arrivants ont depuis longtemps atteints des proportions déraisonnables. Il est temps que l'on renouvelle la relation.

J'ai d'ailleurs choisi de tenir cette conférence de presse près de la Place de la Grande Paix, en référence à la Grande Paix de Montréal de 1701, signée entre l'État français et une centaine de chefs autochtones. Nous avons besoin, en 2007, d'une nouvelle Grande Paix.

À la population québécoise, particulièrement celle située dans les régions ressources, nous souhaitons faire mieux connaître nos positions à l'égard du développement du Québec. Les

Premières Nations ne sont pas contre les projets de développement, mais elles sont pour un développement harmonieux du territoire, respectueux des droits des peuples autochtones et des principes de développement durable. Je sais par contre que, bien souvent, les Premières Nations sont une source d'irritation, d'agacement. Ce qui nourrit cette irritation, c'est d'abord et avant tout l'ignorance, qui empêche la majorité des Québécois d'aborder les questions qui nous concernent avec calme et... lucidité (pour reprendre un terme populaire).

Il est inconcevable que les peuples autochtones du Québec doivent encore et toujours se battre pour que leurs droits soient respectés et appliqués. Il est urgent que les choses changent, notamment au niveau des relations politiques entre le Québec et les Premières Nations. Pour ce faire, et dans un objectif de sensibiliser les partis politiques, les candidats, et la population québécoise, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador rend public un document qui contient des principes et des enjeux qui méritent une attention particulière pendant la présente campagne électorale. Ce document se veut un appel ultime aux chefs de parti, afin qu'ils réalisent l'importance de ces enjeux et qu'ils se prononcent sur leur vision de la relation future entre le Québec et les Premières Nations.

Je les invite à prendre la mesure de ces enjeux et d'y répondre. Pour ce faire, nous leur fournirons différentes occasions, différentes tribunes. Entre autres, j'invite tous les principaux partis à participer à un débat portant sur les Premières Nations. Ce débat aura lieu, à Montréal, vers le 20 mars prochain.

Nous allons aussi faire le tour des régions du Québec pour rencontrer les chefs de parti et leurs candidats, afin de leur rappeler que le développement du Québec ne peut plus se faire sans le concours des Premières Nations. Nous sommes dorénavant incontournables pour l'avenir du Québec.

Merci.